

BIJLAGE

Voedselkwaliteitsregeling	Referentiebedrag
"Geïntegreerde productie van pitfruit" - Voor een bedrijf met een oppervlakte :	
- kleiner of gelijk aan 3 ha	€ 340,00
- groter dan 3 ha en kleiner dan 5 ha	€ 360,00
- groter of gelijk aan 5 ha en kleiner dan 10 ha	€ 455,00
- groter of gelijk aan 10 ha en kleiner dan 15 ha	€ 560,00
- groter of gelijk aan 15 ha en kleiner dan 20 ha	€ 650,00
- groter of gelijk aan 20 ha en kleiner dan 30 ha	€ 730,00
- groter of gelijk aan 30 ha	€ 800,00
"Le Porc plein air"	
• zonder productie van voeders op de boerderij	€ 583,88
• met productie van voeders op de boerderij	€ 647,88
"Pass'por"	€ 430,43
"Porc du pays de Herve"	€ 532,46
"Porc fermier de Wallonie"	
• zonder productie van voeders op de boerderij	€ 583,88
• met productie van voeders op de boerderij	€ 647,88
"Côtes de Sambre et Meuse"	€ 35,00
"Vin de pays des Jardins de Wallonie"	€ 35,00
"Vin mousseux de qualité de Wallonie"	€ 35,00
"Crémant de Wallonie"	€ 35,00

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 27 januari 2011 houdende toepassing van het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2008 betreffende een steunmaatregel waarbij de landbouwers ertoe aangezet worden deel te nemen aan de voedselkwaliteitsregelingen in het kader van het programma voor plattelandsontwikkeling.

Namen, 27 januari 2011.

B. LUTGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2011 — 531

[C - 2011/31032]

29 OCTOBRE 2010. — Décret relatif à l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de centres de jour et centres d'hébergement, de logements accompagnés et de l'organisation de loisirs pour personnes handicapées pris en charge par les services d'accompagnement, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Le présent décret participe à la promotion d'une société qui assure l'inclusion sociale de la personne en situation de handicap.

Art. 3. Au sens du présent décret, il y a lieu d'entendre par :

1° centre de jour : centre constitué conformément aux dispositions de l'article 60 du décret du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées pour remplir les missions définies à l'article 61 de ce décret;

2° centre d'hébergement : centre constitué conformément aux dispositions de l'article 65 du décret du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées pour remplir les missions définies aux articles 66 et 67 de ce décret;

3° service d'accompagnement : service constitué conformément aux dispositions de l'article 44 du décret du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées pour remplir les missions définies à l'article 45 de ce décret;

4° logement accompagné : mission annexe d'un service d'accompagnement telle que définie à l'article 10, § 1^{er}, 1° de l'arrêté 2007/1131 du Collège de la Commission communautaire française du 22 mai 2008 relatif à l'agrément et aux subventions accordés aux services d'accompagnement et aux services d'interprétation pour sourds;

5° organisation de loisirs : mission annexe d'un service d'accompagnement telle que définie à l'article 10, § 1^{er}, 3°, 4° et 6° de l'arrêté 2007/1131 du Collège de la Commission communautaire française du 22 mai 2008, tel que modifié;

6° catégorie C : catégorie telle que définie à l'article 34 de l'arrêté n° 2006/554 du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions de centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées;

7° rénovation lourde : rénovation lourde telle que définie à l'article 3, 5° de l'ordonnance du 7 juin 2007 relative à la performance énergétique et au climat intérieur des bâtiments;

8° standard basse énergie : basse énergie telle que définie par les vade-mecum 2007 et suivants avalisés par Bruxelles Environnement;

9° standard passif : passif tel que défini par les vade-mecum 2007 et suivants avalisés par Bruxelles Environnement;

10° subvention unique à l'investissement : toute subvention accordée conformément aux dispositions du présent décret, en tant qu'intervention unique en capital dans le coût de l'achat, de la construction, de l'agrandissement, de la transformation, des grosses réparations, de l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, de l'équipement de tout bâtiment destiné à être utilisé en centre de jour, centre d'hébergement, centre de logements accompagnés et centre destiné à l'organisation de loisirs pour personnes handicapées pris en charge par les services d'accompagnement, ainsi que le premier ameublement de ces bâtiments;

11° subvention périodique à l'utilisation : toute subvention accordée conformément aux dispositions du présent décret, en tant qu'intervention périodique récurrente en capital et en intérêts dans le coût et le financement de l'achat, de la construction, de l'agrandissement, de la transformation, des grosses réparations, de l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, de l'équipement de tout bâtiment destiné à être utilisé en centre de jour, centre d'hébergement, centre de logements accompagnés et centres destinés à l'organisation de loisirs pour personnes handicapées pris en charge par les services d'accompagnement, ainsi que le premier ameublement de ces bâtiments.

Art. 4. Dans les limites des crédits inscrits au budget de la Commission communautaire française, des subventions uniques à l'investissement et des subventions périodiques à l'utilisation sont octroyées à des associations sans but lucratif et à des fondations pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de centres de jour et centres d'hébergement, de logements accompagnés et de centres destinés à l'organisation de loisirs pour personnes handicapées pris en charge par les services d'accompagnement, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments.

Les crédits disponibles sont affectés dans l'ordre de priorité suivant :

1° mise en conformité aux exigences de sécurité requises et cas de force majeure;

2° achèvement de chantiers en cours;

3° extension de capacité et création de nouveaux centres et services;

4° amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite et mise en conformité aux normes architecturales prévues par les législations régissant les agréments des centres et des services visés à l'article 2;

5° travaux de rénovation.

Art. 5. Le montant de la subvention est fixé à un taux d'intervention de :

- 60 % du prix d'achat du bâtiment ou du marché de travaux, de fournitures ou de services, pour autant que ce montant ne dépasse pas le maximum fixé par le Collège, lorsqu'il s'agit d'enfants handicapés.

- 80 % lorsqu'il s'agit de personnes adultes handicapées.

- 90 % pour :

1° des achats, travaux et fournitures dans la limite des mesures indispensables pour que le bâtiment déjà affecté à une destination reprise à l'article 2 et agréé par la Commission communautaire française puisse répondre de manière satisfaisante aux exigences de sécurité requises en la matière;

2° des achats, travaux et fournitures qui sont exigés au cours de la réalisation d'un projet de construction nouvelle, au cas où ce projet a fait l'objet d'une attestation du service régional d'incendie certifiant que les exigences de sécurité requises en la matière étaient respectées et qu'il apparaît toutefois par la suite que des achats, travaux et fournitures supplémentaires sont indispensables pour répondre à de nouvelles exigences de sécurité;

3° des achats, travaux et fournitures pour la création de nouvelles capacités en centre d'hébergement pour adultes et pour enfants ou en centre de jour pour adultes et enfants non scolarisés pour autant que le demandeur s'engage à accueillir un minimum de 75 % de personnes handicapées reprises en catégorie C. Le Collège fixe les modalités de restitution du trop perçu en cas de non respect de cet engagement.

Art. 6. Le Collège détermine les montants maximum subsidiables selon le type de centre ou de service visé à l'article 2.

Art. 7. L'octroi de la subvention est subordonné aux conditions suivantes :

1° le demandeur doit fournir un mémoire étayant sa demande. Le Collège en fixe le contenu en intégrant et explicitant les points suivants

a) la demande est centrée sur la personne.

b) la demande inclut les aspects architecturaux, les aides techniques et les aspects fonctionnels et organisationnels.

c) la demande vise à respecter la vie privée.

d) la demande vise à prévoir ou améliorer l'accessibilité des bâtiments aux personnes à mobilité réduite.

e) la demande vise à réduire la dépendance, vise l'indépendance, l'autonomie.

f) la demande vise à améliorer la sécurité.

g) la demande vise à favoriser l'intégration sociale; préparer à l'insertion dans la société.

h) la demande vise à améliorer la qualité de vie, le bien-être et le confort.

i) la demande vise à répondre aux normes en vigueur notamment celles en relation avec la protection du travail, le développement durable et l'utilisation rationnelle de l'énergie.

j) la demande vise à prendre en compte les handicaps évolutifs, l'involution, l'aggravation, la perte d'autonomie due à l'évolution des handicaps.

k) la demande vise à prendre en compte le vieillissement.

l) la demande vise à l'adéquation avec le projet collectif, le projet de service.

2° le demandeur doit fournir la preuve qu'il est capable de financer sa part du coût de l'investissement.

3° le demandeur qui sollicite une subvention pour acheter un bâtiment, de l'équipement ou du mobilier, ou pour effectuer des travaux, ne peut acheter le bâtiment, l'équipement ou le mobilier et ne peut entamer les travaux qu'après accord préalable du Collège.

4° le demandeur qui sollicite une subvention pour acheter, construire, agrandir ou transformer un bâtiment doit fournir un avis concernant l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite de ce bâtiment produit par une ASBL agréée par la Commission communautaire française.

5° le demandeur qui sollicite une subvention pour construire un bâtiment ou pour une rénovation lourde d'un bâtiment doit s'engager à répondre aux exigences du standard "basse énergie" ou du standard "passif".

6° le demandeur qui sollicite une subvention pour effectuer les travaux doit fournir la preuve qu'il est propriétaire du bâtiment ou titulaire d'un droit d'emphytéose sur celui-ci ou titulaire d'un droit de superficie sur le terrain de celui-ci.

7° le demandeur qui sollicite une subvention pour construire un bâtiment doit fournir la preuve qu'il est propriétaire du terrain à bâtir ou titulaire d'un droit d'emphytéose sur celui-ci pour une durée minimale de 33 ans à dater de la fin des travaux de construction ou titulaire d'un droit de superficie sur celui-ci pour une durée minimale de 33 ans à dater de la fin des travaux de construction.

Art. 8. Le demandeur :

1° ne peut modifier l'affectation des bâtiments pendant la durée de la période d'amortissement visée à l'article 8 sans l'autorisation préalable du Collège;

2° ne peut vendre sans autorisation préalable du Collège le bâtiment dont la construction ou l'achat a fait l'objet d'un subside et doit rembourser en cas d'aliénation de ce bâtiment avant l'expiration des délais d'amortissement fixés à l'article 8 la part non amortie du montant de la subvention, majorée de la plus-value éventuellement réalisée sur la partie du bâtiment ayant fait l'objet de la subvention en proportion de celle-ci;

3° ne peut vendre sans autorisation préalable du Collège le bâtiment dont la rénovation ou l'aménagement a fait l'objet d'un subside et doit rembourser en cas d'aliénation de ce bâtiment avant l'expiration du délai d'amortissement fixé à l'article 8 la part non amortie du montant de la subvention.

Art. 9. La durée d'amortissement des bâtiments acquis ou aménagés est fixée comme suit :

- 33 ans pour la construction d'un bâtiment;
- 33 ans pour l'achat d'un bâtiment;
- 10 ans pour la rénovation, l'aménagement et les grosses réparations;
- 5 ans pour l'équipement et le premier ameublement.

Art. 10. La procédure d'octroi de subventions à l'achat de bâtiments comporte deux étapes :

1° un accord de principe;

2° une décision définitive d'octroi de subvention comprenant la description des modalités de liquidation de celle-ci, sous forme, soit de subvention unique à l'investissement, soit de subvention périodique à l'utilisation.

La procédure d'octroi de subventions à la construction, l'extension, l'aménagement, la rénovation ou les grosses réparations de bâtiments ainsi que l'équipement et l'ameublement comporte cinq étapes :

1° un accord de principe;

2° un avant-projet;

3° un projet;

4° une décision définitive d'octroi de subvention comprenant la description des modalités de liquidation de celle-ci, sous forme soit de subvention unique à l'investissement, soit de subvention périodique à l'utilisation;

5° un compte final d'entreprise.

Le Collège détermine la procédure et les modalités d'octroi et de liquidation des subventions unique à l'investissement et périodique à l'utilisation pour l'achat et la construction, l'extension, l'aménagement, la rénovation ou les grosses réparations de bâtiments ainsi que l'équipement et l'ameublement.

Art. 11. Le Collège fixe les conditions et le contenu des avis et de certification d'accessibilité des bâtiments aux personnes à mobilité réduite.

Le Collège fixe les conditions d'atteinte des performances énergétiques de ce bâtiment.

Art. 12. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 4 juin 1969 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subvention aux administrations subordonnées, aux établissements d'utilité publique et aux associations sans but lucratif, pour la construction de homes pour handicapés adultes isolés, pour l'aménagement dans ce but d'établissements existants ainsi que pour leur équipement et leur mobilier d'installation modifié par les arrêtés royaux du 2 mai 1977 et du 15 avril 1977;

2° l'arrêté royal du 27 avril 1971 déterminant le taux et les conditions d'octroi des subventions allouées par l'Etat pour la construction, l'aménagement, l'agrandissement, la modernisation et l'équipement d'établissements spéciaux pour handicapés mentaux ou physiques modifié par les arrêtés royaux du 2 mai 1977 et du 15 avril 1977;

3° l'arrêté royal du 11 septembre 1974 relatif aux subventions de l'Etat pour l'achat et l'équipement de constructions existantes destinées à servir d'établissements pour handicapés modifié par les arrêtés royaux du 3 septembre 1975 et du 2 mai 1977;

4° l'arrêté royal du 3 juin 1971 déterminant le taux et les conditions d'octroi des subventions allouées par l'Etat pour la construction, l'aménagement, l'agrandissement, la modernisation et l'équipement de homes de court séjour pour handicapés mentaux ou physiques modifié par l'arrêté royal du 15 avril 1977;

5° les articles 63, 6° et 69, 5° du décret du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

Art. 13. Les mesures d'exécution arrêtées en vertu des arrêtés royaux abrogés ci-avant restent en vigueur jusqu'au moment où elles seront abrogées par le Collège de la Commission communautaire française.

Art. 14. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011.

Bruxelles, le 29 octobre 2010.

La Présidente,

La Secrétaire,

Le Greffier,

Le Collège de la Commission communautaire française sanctionne et promulgue le décret relatif à l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de centres de jour et centres d'hébergement, de logements accompagnés et de l'organisation de loisirs pour personnes handicapées pris en charge par les services d'accompagnement, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments.

Ch. DOULKERIDIS,
Ministre-Président du Collège

Ch. PICQUE,
Membre du Collège

B. CEREXHE,
Membre du Collège

E. HUYTEBROECK,
Membre du Collège

E. KIR,
Membre du Collège

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2011 — 531

[C — 2011/31032]

29 OKTOBER 2010. — Decreet betreffende de toekenning van toelagen voor de aankoop of de bouw van gebouwen met het oog op de inrichting van dagcentra, verblijfscentra en centra voor begeleid wonen en de organisatie van vrijetijdsbesteding voor personen met een handicap door de begeleidingsdiensten evenals voor de uitbreiding, de verbouwing, de grote herstellingen, de verbetering van de toegankelijkheid voor personen met een beperkte mobiliteit, de uitrusting en de eerste meubilering van die gebouwen

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen :

Artikel 1. Dit decreet regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. Dit decreet draagt bij tot de bevordering van een samenleving die de sociale insluiting van personen in een handicapsituatie garandeert.

Art. 3. Voor de toepassing van dit decreet moet worden verstaan onder :

1° dagcentrum : centrum opgericht overeenkomstig de bepalingen van artikel 60 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces, om de onder artikel 61 van dat decreet omschreven opdrachten te vervullen;

2° verblijfscentrum : centrum opgericht overeenkomstig de bepalingen van artikel 65 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces, om de onder artikelen 66 en 67 van dat decreet omschreven opdrachten te vervullen;

3° begeleidingsdienst : dienst opgericht overeenkomstig de bepalingen van artikel 44 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces, om de onder artikel 45 van dat decreet omschreven opdrachten te vervullen;

4° begeleid wonen : aanvullende opdracht van een begeleidingsdienst zoals omschreven in artikel 10, § 1, 1° van het besluit 2007/1131 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 mei 2008 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor begeleiding en de diensten voor dovenvertolking;

5° organisatie van vrijetijdsbesteding : aanvullende opdracht van een begeleidingsdienst zoals omschreven in artikel 10, § 1, 3°, 4° en 6° van het besluit 2007/1131 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 mei 2008 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor begeleiding en de diensten voor dovenvertolking, zoals gewijzigd;

6° categorie C : categorie zoals omschreven in artikel 34 van het besluit 2006/554 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2006 betreffende de erkenning van en de subsidies aan dagcentra en verblijfscentra voor gehandicapte personen;

7° zware renovatie : renovatie zoals omschreven in artikel 3, 5° van de ordonnantie van 7 juni 2007 houdende de energieprestatie en het binnenklimaat van gebouwen;

8° lage-energiestandaard : lage-energiestandaard zoals omschreven in de door Leefmilieu Brussel goedgekeurde vademecums 2007 en volgende;

9° passiefstandaard : passiefstandaard zoals omschreven in de door Leefmilieu Brussel goedgekeurde vademecums 2007 en volgende;

10° eenmalige investeringstoelage : elke toelage toegekend overeenkomstig de bepalingen van dit decreet, als eenmalige tussenkomst, in de vorm van kapitaal, in de kostprijs van de aankoop of de bouw, de uitbreiding, de verbouwing, de grote herstellingen, de verbetering van de toegankelijkheid voor personen met een beperkte mobiliteit, de uitrusting en de eerste meubilering van elk gebouw dat bestemd is om te worden gebruikt als dagcentrum, verblijfscentrum, centrum voor begeleid wonen of centrum bestemd voor de organisatie van vrijetijdsbesteding voor personen met een handicap door de begeleidingsdiensten;

11° periodieke gebruikstoelage : elke toelage toegekend overeenkomstig de bepalingen van dit decreet, als periodiek terugkerende tussenkomst, in de vorm van kapitaal en in de vorm van interesten, in de kostprijs en de financiering van de aankoop of de bouw, de uitbreiding, de verbouwing, de grote herstellingen, de verbetering van de toegankelijkheid voor personen met een beperkte mobiliteit, de uitrusting en de eerste meubilering van elk gebouw dat bestemd is om te worden gebruikt als dagcentrum, verblijfscentrum, centrum voor begeleid wonen of centrum bestemd voor de organisatie van vrijetijdsbesteding voor personen met een handicap door de begeleidingsdiensten.

Art. 4. Binnen de grenzen van de kredieten die zijn ingeschreven in de begroting van de Franse Gemeenschapscommissie, worden eenmalige investeringstoelagen en periodieke gebruikstoelagen toegekend aan verenigingen zonder winstoogmerk en aan stichtingen voor de aankoop of de bouw van gebouwen met het oog op de inrichting als dagcentrum, verblijfscentrum, centrum voor begeleid wonen of centrum bestemd voor de organisatie van vrijetijdsbesteding voor personen met een handicap door de begeleidingsdiensten evenals voor de uitbreiding, de verbouwing, de grote herstellingen, de verbetering van de toegankelijkheid voor personen met een beperkte mobiliteit, de uitrusting en de eerste meubilering van die gebouwen.

De beschikbare kredieten worden besteed in de volgende orde van voorrang :

1° inovereenstemmingbrenging met de opgelegde veiligheidsvoorschriften en geval van overmacht;

2° voltooiing van bestaande werken;

3° uitbreiding van de capaciteit en oprichting van nieuwe centra en diensten;

4° verbetering van de toegankelijkheid voor personen met een beperkte mobiliteit en inovereenstemmingbrenging met de architecturale normen die zijn voorzien in de wetgeving die de erkenning regelt van de in artikel 2 bedoelde centra en diensten;

5° renovatiewerken.

Art. 5. Het toelagebedrag is vastgelegd op een tussenkomstpercentage van :

- 60 % van de aankoopprijs van het gebouw of van het bedrag van de opdracht van werken, leveringen of diensten, voor zover dit bedrag het door het College bepaalde maximumbedrag niet overschrijdt, in het geval van kinderen met een handicap.

- 80 % in het geval van volwassenen met een handicap.

- 90 % :

1° van de aankoopprijs of van het bedrag van de werken en leveringen binnen de grens van de onontbeerlijke maatregelen, opdat het gebouw dat al voor een in artikel 2 bedoelde bestemming wordt gebruikt en door de Franse Gemeenschapscommissie is erkend, op een bevredigende wijze zou kunnen voldoen aan de ter zake opgelegde veiligheidsvoorschriften;

2° van de aankoopprijs of van het bedrag van de werken en leveringen die zijn vereist tijdens de uitvoering van een nieuwbouwproject, in het geval dat de gewestelijke dienst voor brandbestrijding voor het project een attest heeft uitgereikt dat aantoonde dat de ter zake opgelegde veiligheidsvoorschriften zijn nageleefd, en dat evenwel vervolgens blijkt dat bijkomende aankopen, werken en leveringen nodig zijn om aan nieuwe veiligheidsvoorschriften te voldoen;

3° van de aankoopprijs of van het bedrag van de werken en leveringen voor de inrichting van nieuwe capaciteit in verblijfscentra voor volwassenen en voor kinderen of in dagcentra voor volwassenen en niet-schoolgaande kinderen, voor zover de aanvrager zich ertoe verbindt om ten minste 75 % personen met een handicap van categorie C op te vangen. Het College bepaalt de modaliteiten van de teruggave van het te veel ontvangen bedrag in het geval van niet-naleving van deze verbintenis.

Art. 6. Het College bepaalt de maximale betoelaagbare bedragen volgens het in artikel 2 bedoelde type centrum of dienst.

Art. 7. De toekenning van de toelage is ondergeschikt aan de volgende voorwaarden :

1° de aanvrager moet een verslag indienen ter ondersteuning van zijn aanvraag. Het Collège bepaalt de inhoud van dat verslag met de vermelding en de toelichting van de volgende punten :

- a) de aanvraag is gericht op de persoon;
- b) de aanvraag omvat de architecturale aspecten, de technische ondersteuning en de functionele en organisatorische aspecten;
- c) de aanvraag beoogt de naleving van het privéleven;
- d) de aanvraag beoogt de inrichting of de verbetering van de toegankelijkheid van de gebouwen voor personen met een beperkte mobiliteit;
- e) de aanvraag beoogt de vermindering van de afhankelijkheid en de bevordering van de onafhankelijkheid en de autonomie;
- f) de aanvraag beoogt de verbetering van de veiligheid;
- g) de aanvraag beoogt de bevordering van de sociale integratie en de voorbereiding op de inschakeling in de maatschappij;
- h) de aanvraag beoogt de verbetering van de levenskwaliteit, het welzijn en het comfort;
- i) de aanvraag boogt de tegemoetkoming aan de geldende normen, meer bepaald die in verband met de arbeidsbescherming, de duurzame ontwikkeling en het rationele energiegebruik;
- j) de aanvraag beoogt de inaanmerkingneming van evolutieve handicaps, involutie, verslechtering en verlies van autonomie ingevolge de evolutie van de handicap;
- k) de aanvraag beoogt de inaanmerkingneming van de veroudering;
- l) de aanvraag beoogt de afstemming op het collectieve project, het dienstproject;

2° de aanvrager moet het bewijs leveren dat hij in staat is zijn deel van de kostprijs van de investering te financieren;

3° de aanvrager die een toelage vraagt om een gebouw, uitrustingen of meubilair te kopen of om werken uit te voeren, mag het gebouw, de uitrustingen of het meubilair slechts kopen en mag de werken slechts aanvangen na de voorafgaande toestemming van het College;

4° de aanvrager die een toelage vraagt om een gebouw te kopen, op te trekken, uit te breiden of om te vormen, moet een advies voorleggen betreffende de toegankelijkheid van dat gebouw voor personen met een beperkte mobiliteit, opgesteld door een door de Franse Gemeenschapscommissie erkende VZW;

5° de aanvrager die een toelage vraagt om een gebouw op te trekken of om een gebouw grondig te renoveren, moet zich ertoe verbinden de vereisten van de lage-energiestandaard of van de passiefstandaard na te leven;

6° de aanvrager die een toelage vraagt om werken uit te voeren, moet het bewijs leveren dat hij de eigenaar is van het gebouw of houder van een erfpachtrecht op het gebouw of houder van een recht van opstal op de grond van het gebouw;

7° de aanvrager die een toelage vraagt om een gebouw op te trekken, moet het bewijs leveren dat hij de eigenaar is van de bouwgrond of houder van een erfpachtrecht op de grond voor een minimumtermijn van 33 jaar vanaf het einde van de bouwwerken, of houder van een recht van opstal op de grond voor een minimumtermijn van 33 jaar vanaf het einde van de bouwwerken.

Art. 8. De aanvrager :

1° mag de bestemming van de gebouwen niet wijzigen tijdens de in artikel 9 bedoelde afschrijvingstermijn zonder voorafgaande toestemming van het College;

2° mag het gebouw waarvan de constructie of de aankoop het voorwerp van een toelage is geweest, niet verkopen zonder voorafgaande toestemming van het College en moet in het geval van vervreemding van het gebouw voor het verstrijken van de in artikel 9 vastgestelde afschrijvingstermijn het niet-afgeschreven deel van de toelage terugbetalen, pro rata vermeerderd met de eventueel gerealiseerde meerwaarde op het deel van het gebouw dat het voorwerp is geweest van de toelage;

3° mag het gebouw waarvan de renovatie of de inrichting het voorwerp van een toelage is geweest, niet verkopen zonder voorafgaande toestemming van het College en moet in geval van vervreemding van dat gebouw voor het verstrijken van de in artikel 9 vastgestelde afschrijvingstermijn het niet-afgeschreven deel van het bedrag van de toelage terugbetalen.

Art. 9. De afschrijvingstermijn van de aangekochte of ingerichte gebouwen is vastgelegd als volgt :

- 33 jaar voor de constructie van een gebouw;
- 33 jaar voor de aankoop van een gebouw;
- 10 jaar voor de renovatie, de inrichting en de zware herstellingen;
- 5 jaar voor de uitrusting en de eerste meubilering.

Art. 10. De procedure voor de toekenning van de toelagen bij de aankoop van gebouwen verloopt in twee fasen :

1° een principeakkoord;

2° een definitieve beslissing van toekenning van de toelage, met de beschrijving van de uitbetalingsmodaliteiten van de toelage, in de vorm van hetzij een eenmalige investeringsstoelage, hetzij een periodieke gebruikstoelage.

De procedure voor de toekenning van de toelagen voor de bouw, de uitbreiding, de inrichting, de renovatie of de zware werken aan de gebouwen evenals de uitrusting en de meubilering verloopt in vijf fasen :

1° een principeakkoord;

2° een voorontwerp;

3° een ontwerp;

4° een definitieve beslissing van toekenning van de toelage, met de beschrijving van de uitbetalingsmodaliteiten van de toelage, in de vorm van hetzij een eenmalige investeringsstoelage, hetzij een periodieke gebruikstoelage.

5° een eindafrekening.

Het College bepaalt de procedure en de modaliteiten voor de toekenning en de uitbetaling van de eenmalige investeringsstoelagen en de periodieke gebruikstoelagen voor de aankoop en de bouw, de uitbreiding, de inrichting, de renovatie of de grote herstellingen van gebouwen evenals voor hun uitrusting en meubilering.

Art. 11. Het College bepaalt de voorwaarden en de inhoud van de adviezen en de certificatie van de toegankelijkheid van de gebouwen voor personen met een beperkte mobiliteit.

Het College bepaalt de voorwaarden voor het bereiken van de energieprestaties van het gebouw.

Art. 12. Worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 4 juni 1969 betreffende de staatstussenkomst inzake toelagen aan ondergeschikte besturen, aan instellingen van openbaar nut en aan verenigingen zonder winstoogmerk, voor het bouwen van tehuizen voor alleenstaande volwassen gehandicapten, voor de aanpassing met dat doel van bestaande inrichtingen, alsmede voor hun uitrusting en eerste meubilering, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 2 mei 1977 en van 15 april 1977;

2° het koninklijk besluit van 27 april 1971 tot vaststelling van het percentage en de toekenningsvoorwaarden van de door de Staat verleende subsidies voor het bouwen, inrichten, uitbreiden, moderniseren en uitrusten van speciale inrichtingen voor intellectueel of fysisch gehandicapten, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 2 mei 1977 en van 15 april 1977;

3° het koninklijk besluit van 11 september 1974 houdende toekenning van staatstoelagen voor de aankoop en het uitrusten van bestaande gebouwen bestemd als inrichting voor gehandicapten, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 3 september 1975 en van 2 mei 1977;

4° het koninklijk besluit van 3 juni 1971 tot vaststelling van het percentage en de toekenningsvoorwaarden van de door de Staat verleende subsidies voor het bouwen, inrichten, uitbreiden, moderniseren en uitrusten van tehuizen voor kort verblijf voor mentaal of fysisch gehandicapten, gewijzigd door het koninklijk besluit van 15 april 1977;

5° de artikelen 63, 6° en 69, 5° van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces.

Art. 13. De uitvoeringsmaatregelen die zijn vastgelegd krachtens de hierboven opgeheven koninklijke besluiten, blijven van kracht totdat zij worden opgeheven door het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 14. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2011.

Brussel, 29 oktober 2010.

de voorzitter,

de secretaris,

de griffier,

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie bekrachtigt het decreet betreffende de toekenning van toelagen voor de aankoop of de bouw van gebouwen met het oog op de inrichting van dagcentra, verblijfscentra en centra voor begeleid wonen en de organisatie van vrijetijdsbesteding voor personen met een handicap door de begeleidingsdiensten evenals voor de uitbreiding, de verbouwing, de grote herstellingen, de verbetering van de toegankelijkheid voor personen met een beperkte mobiliteit, de uitrusting en de eerste meubilering van die gebouwen.

Ch. DOULKERIDIS,
Minister-Voorzitter van het College

Ch. PICQUE,
Lid van het Collège

B. CEREXHE,
Lid van het Collège

E. HUYTEBROECK,
Lid van het Collège

E. KIR,
Lid van het Collège